

BILAN DU TRAVAIL ETUDIANT

BILAN D'UN AN DE TRAVAIL ETUDIANT SUR PARIS.

Etant donné l'absence de bilan du travail étudiant sur Paris au précédent congrès parisien, nous serons obligés de limiter les objectifs de ce texte, sous peine de verser dans la description panoramique d'où ressort peu de chose, sinon rien.

1 — Nous voudrions que l'ensemble de l'organisation parisienne comprenne le processus positif qui, depuis un an, nous a permis de dégager une direction parisienne du travail étudiant, longtemps confondue avec la direction nationale et trop souvent écrasée par celle-ci.

2 — Nous tenterons de présenter la réalité universitaire parisienne (milieu, forces, type d'enseignement, etc...) pour mieux cerner l'organisation, mieux faire saisir les tâches et les besoins auxquels nous sommes confrontés pour assurer correctement notre rôle de militants marxistes révolutionnaires à l'Université.

3 — Nous ferons un premier bilan des luttes depuis la rentrée et présenterons les perspectives. Un préalable : les camarades doivent lire et avoir lu le bulletin étudiant (la partie consacrée à la situation politique) de préparation au congrès national que nous assumons encore aujourd'hui. (B.I. n°19)

I — LES DONNEES INTERNES DE NOTRE TRAVAIL ETUDIANT SUR PARIS : UNE EVOLUTION POSITIVE.

A — IMBRICATION DU NIVEAU PARISIEN ET DU NIVEAU NATIONAL.

De fait, Paris a toujours été jusqu'à maintenant le pôle politique et universitaire de la France (cf texte de Verla) et il n'est pas étonnant que les instances nationales et parisiennes, y compris au niveau étudiant, aient souvent été étroitement imbriquées. Nous pensons que cela constitue une donnée spécifique à prendre en considération. Néanmoins, nous devons mettre en évidence que cette imbrication a souvent signifié confusion au niveau des individus et des responsabilités. Ce qui tant au plan de l'organisation politique qu'au plan des tâches à assumer n'a pas toujours été efficace.

Un exemple. Si les camarades Tisserand et Paulet pouvaient certes participer, animer le débat étudiant dans l'année 70 tant au niveau parisien qu'au niveau national, ils ne pouvaient, vu leurs tâches, assumer la direction concrète du travail étudiant parisien. Il fallait une instance autonome parisienne où puissent être abordés et traités ces problèmes en référence à la réalité de notre pratique parisienne (la commission étudiante parisienne). Cette instance demandait une direction composée de militants directement en prise sur la réalité parisienne : le secrétariat étudiant parisien. Il ne s'est vraiment mis en

place que l'an passé, après le congrès parisien, associant des membres cooptés représentatifs aux membres élus de la DP et du CP.

Cette tâche a pris d'autant plus de temps que nous devons parallèlement court-circuiter les initiatives ultra-gauches de nos minos (cf Nanterre-Restau - Bulletin national), clarifier l'appréciation de la situation politique et de ses répercussions dans le milieu étudiant (cf bulletin sur le développement des luttes sur terrain universitaire ou pas), expérimenter le Secours Rouge et nous débattre dans les contradictions qu'entraînaient sa mise en place et sa consolidation par nos soins !

B — MANQUE DE REALITE DES INSTANCES « PREVUES » DES JANVIER 70 ET CONSEQUENCES.

Etaient prévues en janvier 70 :

— la convocation de « Conférences Nationales Etudiantes ». Leur fonction était mal définie. Compensaient-elles le manque de discussion au CC sur le travail étudiant ? Constituaient-elles un raccourci pour faire « passer » une orientation non assumée par les instances intermédiaires car mal définies ? (2 eurent lieu l'an passé avant le départ des minos).

Des réunions de Commission Etudiantes Nationales (responsables étudiants des villes), une se réunit l'an passé, en mars 71 — très fructueuse — une autre s'est tenue — fructueuse aussi — en octobre 71, pour préparer la Conférence Jeune.

— La constitution d'une Commission Education Nationale, composée de membres cooptés des Commissions Etudiante, Lycéenne, Enseignante. Elle ne se réunit pas l'an dernier. Elle n'a vu le jour que depuis la rentrée (scolaire) 71.

— La constitution d'un Secrétariat National assumant la « liaison » avec la province. Composée des membres du CC responsables du travail étudiant (de fait, Paulet, Tisserand, l'an dernier). Or ces camarades assumaient par ailleurs d'autres tâches, n'étaient pas investis réellement dans le travail étudiant. Les liaisons étaient donc réduites à une circulaire hebdomadaire, toujours problématique, qui oscillait entre le projet de BI-type et le télégramme transmettant en catastrophe des « consignes » de dernière minute, et à des articles de Rouge, interprétant parfois avec liberté les rapports de province, consacrant peu de place au travail parisien, faute de responsable formel pour cette tâche.

— La constitution d'une Commission Etudiante Parisienne, représentative des cellules et des universités parisiennes. Elle fonctionne, du moins nous le pensons, de mieux en mieux (réunion hebdomadaire de 2 représentants par cellule), d'autant qu'aujourd'hui les débats centraux étant mieux assumés qu'ils ne l'étaient jusqu'à maintenant par les instances régulières de l'organisation (CC, BP, DP, DS, cellules), il sera plus facile de consacrer les commissions étudiantes à la discussion sur les problèmes concrets de notre secteur étudiant (cf Médecine, campagne FSI spécifiquement fac). En effet, il faut souligner que le manque de liaisons régulières entre la DP et les DS ainsi que le manque de liaisons politiques entre les